



## Comment les États-Unis tentent de retourner la Turquie contre la Russie en Syrie

Par [Salman Rafi Sheikh](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2019

[New Eastern Outlook](#) 28 octobre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),  
[Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Alors que la conversation téléphonique de Trump avec Erdogan a ouvert la voie à une sortie étasunienne de la Syrie (nord) et aux incursions ultérieures de la Turquie en Syrie contre les milices kurdes, les retombées mêmes de l'opération turque en Syrie ont conduit à des événements qui semblent être au centre des efforts déployés par les États-Unis pour « apaiser » la Turquie de manière à non seulement réparer les politiques US antérieures, mais aussi à placer délibérément les relations entre la Turquie et la Russie dans une position difficile afin de créer un conflit d'intérêts entre les deux nations en Syrie – ce que les États-Unis espèrent utiliser à leur avantage pour réorganiser leur position de faiblesse en Syrie ainsi que dans le paysage géopolitique plus vaste du Moyen-Orient. C'était précisément le but de la récente visite de Mike Pence en Turquie et de l'engagement des États-Unis à créer une « zone de sécurité » sous contrôle militaire turc en Syrie – une exigence turque de longue date qui va à l'encontre de leurs engagements en matière de protection et de respect de l'intégrité territoriale du pays.

En réduisant ainsi l'appétit maximaliste de la Turquie pour une « zone de sécurité » s'étendant sur l'ensemble des 440 kilomètres – presque la taille de la Grèce – de la frontière syrienne à la frontière irakienne, les États-Unis ont semé le conflit d'intérêts entre les acteurs qui veulent réunifier la Syrie sous commandement et contrôle syrien le plus rapidement possible et ceux qui cherchent à la partager pour casser « l'Axe de la Résistance ».

Alors que la déclaration conjointe étasuno-turque publiée à l'issue de la visite de Pence affirme que « *les deux parties aient convenues de l'importance et de la fonctionnalité d'une zone de sécurité afin de répondre aux préoccupations de sécurité nationale de la Turquie* » et que « *la zone de sécurité sera principalement imposée par les forces armées turques et les deux parties renforceront leur coopération dans toutes les dimensions de sa mise en œuvre* », indiquant l'intention des États-Unis de rester impliqués en Syrie par le biais d'une présence militaire turque gérée conjointement, [Bachar al-Assad a été clair](#) lors de sa rencontre avec une délégation russe de haut niveau sur la nécessité de débarrasser la Syrie de « *toutes les forces turques, US et autres présentes illégalement sur les territoires syriens* ». De toute évidence, il est peu probable que les autorités syriennes et russes autorisent une présence militaire turque à durée indéterminée en Syrie, déployée dans l'intention de contrecarrer leur tentative de rétablir le contrôle syrien sur tout le territoire.



Mais les responsables US, concentrés sur leur intention de sevrer la Turquie de la Russie, ont l'intention d'utiliser la politique de la « zone de sécurité » pour créer un clivage entre la Turquie et la Russie. Ainsi, si les États-Unis ont aiguisé l'appétit de la Turquie pour une grande « zone de sécurité », ils ont laissé aux Russes et aux Syriens le soin d'accepter la création d'une telle zone. En d'autres termes, si les États-Unis ne s'opposent pas, comme le montre l'accord Pence-Erdogan, à la création d'une grande zone de sécurité en Syrie, il appartient aux Turcs de convaincre les Russes et les Syriens d'accepter de créer cette zone. Les Syriens, bien sûr, veulent débarrasser leur pays de toutes les forces présentes illégalement, sans permettre aux Turcs une présence militaire illimitée et à long terme.

Erdogan se tourne donc vers le Russe Poutine pour que le projet maximaliste turque en Syrie se concrétise le plus rapidement possible. Le 19 octobre, Erdogan a déclaré qu'après avoir eu des entretiens avec le président Trump, il se concentrera sur ses entretiens avec le président Poutine. Pour le citer : « *Dans la zone de l'opération [se référant à la ville de Kobani] se trouvent des forces du régime [du président syrien Bachar al-Assad] sous la protection de la Russie. Nous aborderons la question avec M. Poutine* », ajoutant en outre que dans le sillage d'une situation de non-accord avec la Russie en ce qui concerne certaines régions syriennes, « *la Turquie mettra en œuvre ses propres plans* » .

Et, quels que soient les plans, il est évident que les États-Unis auront un rôle important à jouer dans la conception et l'exécution de ces plans en ce qui concerne non seulement la Syrie, mais aussi l'ensemble du Moyen-Orient.

La Turquie anticipe déjà un retour au programme des F-35, et avec l'assurance des États-Unis sur le contrôle militaire turc de la « zone de sécurité », les ambitions régionales de la Turquie ont une fois de plus envahi Ankara et les rêves néo-ottomans d'Erdogan pourraient se réaliser.

Étant donné la position des États-Unis dans la région, offrir un peu d'aide à la Turquie pour qu'elle agisse en tant que « puissance régionale » servirait de nombreux objectifs, notamment celui de limiter l'influence de la Russie dans la région et de contrer celle de l'Irak tant en Syrie qu'en Irak. C'est précisément pour cette raison que les États-Unis ont, en premier lieu, décidé d'abandonner les Kurdes et ont conclu un accord avec Ankara pour non seulement repousser le YPG mais aussi les désarmer.

Avec les forces syriennes désormais fermement présentes dans la ville stratégiquement importante de Kobani, qui se situe entre une enclave contrôlée par la Turquie plus à l'ouest et des zones plus petites à l'est que la Turquie a saisies la semaine dernière, et une détermination syrienne à chasser les forces turques de Syrie, les tensions vont probablement monter - un scénario qui convient très bien aux États-Unis car il leur

permettra de continuer à tendre la main à la deuxième plus grande armée de l'OTAN afin de rester engagé dans la fin du match syrien et d'exercer son influence dans ses efforts de redistribution territoriale de facto en « zones » d'influence.

**Salman Rafi Sheikh**

Article original en anglais : [How the US is Trying to Play Turkey against Russia in Syria](#)

Traduction par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [New Eastern Outlook](#)

Copyright © [Salman Rafi Sheikh](#), [New Eastern Outlook](#), 2019

---

Articles Par : [Salman Rafi Sheikh](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)